

Cette prise de position du secrétaire d'État belge à la Digitalisation intervient alors que le Conseil de l'UE, le Parlement européen et la Commission européenne doivent reprendre, cette semaine, les négociations relatives à la réglementation sur l'intelligence artificielle ("AI Act"). Il s'agit de la première loi à proposer de réglementer l'IA en fonction de ses risques. Des États, dont la France et l'Allemagne, considèrent que le projet de régulation mis sur la table va trop loin et qu'il faut l'alléger.

"Il faut être attentif à la régulation de l'intelligence artificielle, explique Mathieu Michel. Dans le même temps, il faut se rendre compte qu'on a toute une série d'entreprises, spécialisées en IA, qui peuvent apporter une plus-value économique et un bénéfice sociétal. La régulation n'est pas le seul outil pour créer de la confiance. Elle peut aussi se faire par des logiques de gouvernance, qui sont beaucoup plus en phase avec la rapidité d'évolution des technologies numériques."

"Je ne pense pas qu'on a trop régulé, prolonge-t-il. Mais, dans l'empressement à vouloir réguler toutes les applications numériques sans savoir ce que la technologie va devenir, on peut générer des textes qui freinent l'innovation. Le moment est venu de savoir si, aujourd'hui, on ne doit pas ralentir la régulation et accélérer la gouvernance."

Une agence européenne sur les algorithmes

Parmi les priorités numériques de la présidence belge, Mathieu Michel défend l'idée de créer une agence européenne sur les algorithmes. *"Cette agence est l'expression de ma volonté d'accélérer les capacités de gouvernance au niveau européen, souligne-t-il. Tout l'enjeu va être de construire un outil qui fasse consensus. L'agence européenne sur les algorithmes devrait surtout servir à apporter une plus grande transparence et compréhension dans la manière dont l'IA, et les algorithmes en général, est développée."* Le secrétaire d'État à la Digitalisation en appelle aussi à responsabilité des acteurs et des utilisateurs de l'IA. *"Dans les dérives que l'on a pu connaître, la question n'est pas de savoir s'il faut interdire ou ne pas interdire tel acteur, mais d'identifier les responsables. Le principe de responsabilité doit s'appliquer au numérique comme il s'applique dans la vie réelle."*

Lutter contre les faux profils numériques

Autre priorité: créer une signalétique européenne afin de lutter contre les faux profils en ligne. *"Quand vous êtes en ligne, il est important de savoir si votre interlocuteur apparaît sous un profil vérifiable, vérifié ou anonyme. Mon projet de signalétique vise à lutter contre les effets nocifs des faux profils, qui sont une menace pour la démocratie en ligne."* Il s'agirait d'un outil optionnel permettant, tant à l'utilisateur qu'aux plateformes, d'être informés ou d'informer sur la véracité des profils avec lesquels on interagit dans le monde numérique.

Prendre la vague de la blockchain

Troisième priorité: la création d'une blockchain européenne (Europeum). *"L'Italie, la Croatie, la Pologne, le Portugal, la Slovaquie, le Luxembourg et la Roumanie ont déjà signé une convention pour nous rejoindre sur ce projet", se réjouit-il. Europeum pourrait, par exemple, aider les autorités publiques à la reconnaissance des permis de conduire et d'autres documents dans l'ensemble de l'Union, mais aussi faciliter des procédures telles que les déclarations de TVA. "L'Europe doit oser se lancer dans une technologie comme la blockchain, même si son utilité ne fait pas encore l'unanimité. En matière de nouvelles technologies, il est très important d'être le premier à prendre une vague."*

Certifier les compétences numériques

Dernier dossier: les compétences numériques. Mathieu Michel estime que de nombreuses compétences existent, mais qu'elles ne sont pas toujours reconnues en dehors des diplômes. Il veut mettre en place un système de certification en ligne des compétences acquises de façon autodidacte.

Les pilotes de Brussels Airlines veulent faire une grève "au finish"

■ Une dernière réunion aura lieu ce mardi avec la direction, mais les syndicats ne sont guère optimistes sur son issue.

Les pilotes de Brussels Airlines sont à bout et en colère. En front commun syndical, ils ont ainsi décidé d'un mouvement de grève qui commencera ce 11 décembre. *"Une réunion de la dernière chance est prévue avec la direction ce mardi, explique une source interne. Mais cela fait trois ans que nos revendications sont les mêmes et nous avons très peu d'espoirs de nous faire enfin entendre. Tout le monde est à cran et est prêt à des arrêts de travail à durée illimitée. On est parti pour la plus importante grève depuis la faillite de la Sabena."*

Les pilotes dénoncent leurs conditions de travail. *"Elles sont horribles", insiste un employé de Brussels Airlines. "Il n'y a pas assez de pilotes dans la compagnie et nous sommes constamment mis sous pression. Durant nos jours de congé, on nous envoie en permanence des SMS pour nous demander de travailler."* Selon ce dernier, il y aurait ainsi un exode des employés de la compagnie belge. *"Sur les 550 pilotes que compte Brussels Airlines, il doit y en avoir une centaine qui est sur le départ. Et ce n'est que le début. Les francophones partent chez Air France, où un commandant de bord gagne jusqu'à deux fois et demi plus, les néerlandophones vont chez KLM, aux Pays-Bas. En Europe, toutes les compagnies cherchent des pilotes actuellement. Certains chez Brussels Airlines mettent encore dans la balance l'impact d'un départ sur leur vie sociale et familiale, mais je ne connais personne qui veut vraiment rester dans cette compagnie."*

"On rêverait d'avoir les horaires des pilotes de Ryanair"

Pour combler cet exode, le transporteur belge recrute en masse de jeunes pilotes. *"Les simulateurs de vols pour former ces derniers sont pleins en Belgique, mais aussi à l'étranger. Certains nouveaux arrivants ne restent toutefois pas six mois vu les conditions de travail proposées."* En plus d'un rétablissement de leurs salaires, diminués lors de la crise du Covid, les pilotes exigent davantage de temps de repos. *"On rêverait d'avoir les horaires des pilotes de Ryanair. Nous sommes épuisés et cela peut avoir un impact sur la sécurité des passagers dans nos avions."*

Notre source évoque un nombre "surréaliste" de burn-out au sein du personnel. *"Cet été, il y avait chaque mois 400 jours de maladies recensés chez les pilotes. C'est complètement anormal."*

En outre, la direction serait "totalement absente", selon lui. *"Nous n'avons jamais rencontré la nouvelle CEO, Dorotea Von Boxberg qui est pourtant en poste depuis près de neuf mois. Avec les anciens patrons belges, on était souvent en désaccord, mais au moins on pouvait discuter. Ils nous écoutaient et essayaient de résoudre les problèmes. Ici on est face à un mur."*

Contactée, la direction de Brussels Airlines estime que le dialogue est toujours en cours avec les syndicats. *"La réunion prévue ce mardi est maintenue, explique la porte-parole Joëlle Neeb. Nous sommes en train de voir si les propositions des pilotes sont réalisables."*

Raphaël Meulders

EN BREF

Commerce

Les fausses promos du Black Friday

L'organisation de défense des consommateurs Testachats a détecté une cinquantaine de fausses promotions à l'occasion du Black Friday, le 24 novembre dernier, soit des réductions appliquées sur un prix barré qui n'était pas le prix le plus bas dans les 30 jours précédant la remise, indique l'organisation de défense des consommateurs samedi dans un communiqué. (Belga)

Banques

UBS veut concurrencer les majors américaines

UBS - qui digère le rachat de Credit Suisse - veut aller concurrencer les majors américaines du secteur sur leur propre terrain en se développant massivement aux États-Unis. *"Au cours des trois prochaines années, nous voulons investir massivement aux États-Unis et rattraper les principales enseignes" sur place, a déclaré M. Khan, le responsable de la gestion de fortune du géant bancaire suisse, à l'hebdomadaire NZZ am Sonntag. (AFP)*

Biotechnologie

Le CEO de Celyad Oncology démissionne

Le CEO de l'entreprise de biotechnologie Celyad Oncology, Georges Rawadi, démissionne de ses fonctions avec effet immédiat, a annoncé la société cotée au Bel 20. Michel Lussier, cofondateur de Celyad assumera le rôle de CEO par intérim. Cette démission intervient pour "raisons personnelles", précise l'entreprise brabançonne, spécialisée dans les thérapies cellulaires contre le cancer. (Belga)